



LA LOI TRAVAIL, DÉGAGÉ !

Leurs attaques contre les travailleurs, à nous tous de les faire remballer !

La loi Travail de Myriam El Khomri, c'est la réforme du Code du travail que réclamaient depuis très longtemps le Medef et les manitous du CAC 40. Sarkozy et Chirac n'avaient pas osé exaucer leurs vœux, mais Hollande et Valls, si !

Leur réforme, c'est d'abord rendre les licenciements moins chers et plus faciles pour les patrons. C'est remettre en cause la réglementation du temps de travail, avec des journées de 12 heures, des semaines de 60 heures et rendre la modulation possible sur trois ans. C'est permettre aux patrons de payer des heures supplémentaires à 10 %. C'est faire sauter les limitations au temps de travail des apprentis. C'est permettre la remise en cause des jours de congé en cas de décès d'un proche.

Et bien d'autres attaques. La liste est longue.

Le gouvernement veut des « accords d'entreprise », pour mieux permettre aux patrons de se passer des règles du droit du travail pour tous, et de nous imposer des reculs sur nos conditions de vie, de travail et de salaire. Quant à ce qu'ils appellent le « dialogue social », c'est uniquement le chantage patronal pour domestiquer les syndicats et obtenir leur signature.

Cette loi s'ajoute à tous les mauvais coups contre les travailleurs de tous les secteurs, du privé comme du public : hospitaliers, cheminots, postiers, enseignants, salariés de l'automobile, de la chimie, des transports... Sans oublier les menaces qui pèsent sur l'assurance chômage..

ÇA SUFFIT !

Il faut faire remballer sa loi Travail au gouvernement des patrons ! Le plus vite sera le mieux.

En fin de semaine dernière, plus de 700 000 personnes avaient déjà signé une pétition sur internet. Sur les réseaux sociaux, de nombreux internautes diffusent leur indignation face à ce projet scélérat, en décortiquent les articles. Ils contrent les mensonges du gouvernement. Mais pas seulement. Ils appellent à lutter.

« La lutte contre cette loi, doit être le début d'une lutte contre le système tout entier », pointe même un Youtubeur (de #OnVautMieuxQueCa). Il a raison, mille fois raison.

LE 9 MARS,

TOUS ENSEMBLE, LE COUP D'ENVOI

La date du mercredi 9 mars pour descendre dans les rues dans tout le pays a été lancée. Elle a été reprise par des organisations de jeunes, par des syndicats, elle se propage sur les réseaux sociaux. C'est une première occasion, il faut la saisir. Dans la panique, Valls a annoncé que la présentation du projet de loi au conseil des ministres serait reportée de 15 jours, tout en disant que ça ne changerait rien. Donc pas d'hésitation, maintenons cette date de mobilisation.

Retrouvons-nous en assemblées générales, en grève, rejoignons les jeunes et nos collègues des autres secteurs dans la rue. Quand la base s'exprime et s'organise, c'est le meilleur moyen de lancer la lame de fond et de se donner les moyens de gagner..

On a vu les agriculteurs, les opposants au projet de Notre-Dame-des-Landes, les taxis, se faire entendre ces derniers jours. Au monde du travail aussi de se faire entendre, fermement, massivement.

Mobilisés tous ensemble, nous sommes bien plus puissants que la poignée de grands patrons à qui ce gouvernement obéit. Faisons du 9 mars une première démonstration de notre force, et un début du cauchemar pour le gouvernement du Medef.

Les directions des confédérations syndicales se sont réunies la semaine dernière... pour décider de se revoir le 3 mars. Elles pleurent après le « dialogue social », elles hésitent, elles tergiversent. Face à l'ampleur des enjeux, c'est dérisoire. Cette semaine, vu l'indignation et les préparatifs de la base, suivront-elles le mouvement? En tout cas, avec ou sans les directions syndicales, il est plus que temps d'entrer dans la lutte. Un nouvel épisode peut s'annoncer, où les craintes vont changer de camp.

LE 9 MARS, TOUS DANS LES RUES ! RETRAIT DE LA LOI TRAVAIL

Ça sent le fumier

Hué, sifflé, chahuté lors de l'inauguration du salon de l'agriculture, François Hollande a manqué de peu de se prendre du crottin en pleine face. La colère des petits agriculteurs s'y est exprimée une fois de plus. Les prix du lait, du porc ou du bœuf, ne leur permettent tout simplement plus de survivre. Et pour

cause, ce sont entre autres Danone pour le lait, Cooperl pour le porc ou Bigard (Charal) pour le bœuf qui fixent les prix au plus bas. Et pas question pour le gouvernement de les contraindre à les relever. En matière agricole comme dans le reste, Hollande montre clairement qu'il est du côté des grands industriels.

Des bulldozers rasant la jungle

Lundi matin, 8h30, des bulldozers s'attaquent aux abris de la zone Sud de la « jungle » de Calais. Plusieurs migrants viennent encore chercher des affaires personnelles, malgré 30 fourgons de CRS et 2 camions anti-émeute stationnés à l'entrée.

Fin janvier, l'annonce était tombée : l'immense bidonville de Calais, devait fermer. Le ministère de l'Intérieur et la préfète se sont voulu rassurants. Ils ont promis qu'il n'y aurait pas de démantèlement brutal, qu'aucune famille ne quitterait la jungle de force, qu'on allait « prendre le temps de les convaincre »... Finalement le ton s'est durci et le démantèlement a commencé mais, promis juré, il se ferait « sans violence » et des logements provisoires seraient proposés. Mais les pro-

messes n'engagent que ceux qui les croient. Et après les dizaines de morts à l'entrée du tunnel sous la manche, les migrants agressés par des milices d'extrême droite, le mépris total des autorités pour ces conditions de vie dramatiques... personne n'y croit!

Mais la palme du cynisme revient au maire d'Ouistreham, commune-station balnéaire de la côte normande. Craignant l'arrivée de migrants sur « sa » commune pleine de pavillons vides, il a décidé d'interdire aux associations locales d'apporter de l'aide aux migrants afin de ne pas « créer d'appel d'air »... Voilà un bien drôle de monde : des réfugiés s'entassent dans des cabanes à quelques kilomètres de centaines de logements vides...

La sécheresse ne gâche pas SA fête

Robert Mugabe, le plus vieux dictateur, qui dirige le Zimbabwe depuis 36 ans, a fêté ses 92 ans en compagnie de 50 000 convives. Le tout pour une facture de 800 000 dollars...

Pendant ce temps, une sécheresse exceptionnelle a ruiné les récoltes et des milliers de têtes de bétail sont

mortes. Le quart des zimbabwéens est menacé par la famine... Mais cela n'a pas empêché les militants du parti au pouvoir de racketter la population pour financer le festin du président !

Une justice trop polie pour être honnête

Après avoir passé 19 heures en garde à vue, un syndicaliste CGT, retraité de chez PSA, a été condamné en flagrant délit à 250 euros d'amende et 500 euros avec sursis.

Lors d'une manifestation organisée suite à la visite du Premier ministre à Mulhouse, il lui aurait dit « Valls je t'emmerde » ! On frémit à la peine que la justice lui aurait infligée s'il avait osé dire « Casse-toi pauvre con » !

La non-demande en aide sociale

Alors que le conseil du Haut Rhin a annoncé en début de mois, vouloir conditionner le versement du RSA à une activité bénévole de sept heures semaine, il faut rappeler que le vrai scandale aux aides sociales réside plutôt dans le non versement des aides. Chaque année, ce sont plus de 5 milliards qui ne sont pas versés aux ayants-droit en raison du

manque d'information ou parce que les obtenir relève d'un véritable parcours du combattant. La vraie fraude fiscale, ce sont les grandes entreprises qui l'organisent. Chaque année, ce sont 80 milliards d'euros qui s'évaporent. S'il y a besoin d'argent, allons le chercher là où il se trouve.

Qui sommes-nous?

Ce bulletin regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité, menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels, et les guerres dues à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs et les jeunes peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la popula-

tion, et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela, ils devront remplacer l'Etat de la bourgeoisie, pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie, et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. Les militants qui animent ce bulletin s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine, et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.